

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AFR 44/008/2007 – ÉFAI

7 mars 2007

AU 56/07 Craintes pour la sécurité / Menaces de mort

NIGÉRIA Anyakwee Nsirimovu (h), défenseur des droits humains

---

Anyakwee Nsirimovu, directeur exécutif de l'Institute of Human Rights and Humanitarian Law (IHRHL, Institut des droits humains et du droit humanitaire) dans l'État de Rivers (région du delta du Niger), a été attaqué le 4 mars, une semaine après que quelqu'un l'a menacé, semble-t-il, de tuer sa famille s'il ne mettait pas un terme à ses activités de défense des droits humains. Amnesty International craint que sa vie ne soit en danger.

L'IHRHL œuvre en faveur des droits humains, de la démocratie et de la justice sociale dans les communautés locales de la région du delta du Niger. Le mois dernier, cette organisation a publié un document qui présentait une analyse des dépenses budgétaires de l'État de Rivers et mettait en question l'attribution des fonds par son gouvernement. Par ailleurs, le texte d'un rapport de l'organisation internationale Human Rights Watch, intitulé *Chop Fine: The Human Rights Impact of Local Government Corruption and Mismanagement in Rivers State, Nigeria* (disponible en anglais à l'adresse suivante : <http://hrw.org/reports/2007/nigeria0107/>), figurait dans une lettre d'information diffusée par l'IHRHL.

Le 2 mars, Anyakwee Nsirimovu a reçu sur son téléphone portable un SMS anonyme dont le contenu était menaçant pour lui et pour ses proches. Sur ce message figurait le texte suivant : « *Ai-je volé votre argent ?* », vraisemblablement en référence aux accusations de corruption formulées récemment par l'IHRHL à l'encontre du gouvernement de l'État de Rivers, puis : « *Ai-je tué votre femme ? Ai-je tué vos enfants ? Arrêtez d'agir comme vous le faites.* » Le lendemain, lorsque Anyakwee Nsirimovu a tenté de passer un appel sur le numéro dont provenait ce SMS, il en a reçu un second qui le sommait de ne pas essayer de recontacter ce numéro : « *Nous ne voulons pas vous parler ; vous vous repentez ou non, c'est tout.* »

Dans la soirée du 4 mars, Anyakwee Nsirimovu rentrait d'une réunion, au cours de laquelle il avait évoqué les menaces qu'il avait reçues, lorsqu'un groupe de personnes qu'il ne connaissait pas s'est précipité vers son véhicule près de la ville de Port Harcourt. Ses assaillants lui ont ordonné en criant d'arrêter sa voiture, mais il a poursuivi sa route. Alors qu'il les dépassait, il a entendu un bruit violent, et la vitre arrière de son véhicule s'est brisée. Il est parvenu à continuer de rouler jusqu'à un lieu où il était en sécurité. Une fois arrivé, il a confirmé aux personnes présentes que ni lui, ni son passager n'avaient été blessés. Il a déclaré que d'autres véhicules se trouvaient sur sa route, mais que ses agresseurs ne s'étaient intéressés qu'au sien. Anyakwee Nsirimovu pense que ce groupe de personnes savait qu'il emprunterait cet itinéraire, et qu'il l'a délibérément pris pour cible en raison de ses activités de défense des droits humains.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

Au Nigéria, et en particulier dans les États de la région du delta du Niger (dans le sud du pays), le climat politique devient de plus en plus violent, à l'approche des élections qui se dérouleront au niveau des États et du pays en avril 2007. L'accession à des fonctions politiques est souvent considérée comme un moyen de s'enrichir, et les partis politiques ont recours à la violence pour conserver ou obtenir le pouvoir ou gagner des sympathisants. Il semblerait que les candidats et les partis arment leurs partisans et les incitent à provoquer des affrontements violents.

Les États les plus riches du Nigéria se trouvent dans la région du delta du Niger. Cette dernière offre d'abondantes ressources naturelles, qui font de ce pays l'un des premiers exportateurs de pétrole au monde, mais sa population et celle des autres régions bénéficient très peu de ces richesses. En septembre 2006, le président de l'Economic and Financial Crimes Commission (EFCC), la commission fédérale du Nigéria chargée d'enquêter sur les infractions économiques et financières, a annoncé que 31 des 36 gouverneurs

d'État risquaient de devoir répondre d'accusations de corruption une fois que leur mandat arriverait à terme. Selon l'EFCC, l'équivalent de plus de 290 milliards d'euros a été volé ou gaspillé depuis que le pays a obtenu son indépendance, en 1960.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :**

- dites-vous inquiet pour la sécurité d'Anyakwee Nsirimovu, le directeur exécutif de l'Institute for Human Rights and Humanitarian Law (IHRHL) ;
- exhortez les autorités à prendre sans délai des mesures efficaces pour protéger cet homme, conformément à ses souhaits ;
- demandez-leur instamment d'ordonner l'ouverture d'une enquête approfondie et indépendante sur les messages de menaces qu'il a reçus sur son téléphone et sur l'attaque perpétrée contre son véhicule, de rendre publiques les conclusions de ces investigations et de traduire en justice les responsables présumés ;
- rappelez aux autorités qu'en vertu de la Déclaration des Nations unies sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus, les défenseurs des droits humains sont en droit de poursuivre leurs activités sans restriction ni crainte de représailles.

**APPELS :**

Gouverneur de l'État de Rivers :

His Excellency Peter Odili  
Governor of Rivers State  
Office of the Governor  
Government House  
Port Harcourt  
Rivers State, Nigéria

**Courriers électroniques :** [gov@riversstatenigeria.net](mailto:gov@riversstatenigeria.net)

**Formule d'appel :** *Your Excellency, / Monsieur le Gouverneur,*

Ministre fédéral de la Justice :

Chief Bayo Ojo (SAN)  
Minister of Justice  
Federal Secretariat Complex  
10<sup>th</sup> Floor, Shehu Shagari Way  
PMB 192, Abuja, Nigéria

**Fax :** +234 09 5235208 (cette ligne peut se révéler difficile à obtenir)

**Formule d'appel :** *Dear Minister, / Monsieur le Ministre,*

**COPIES À :**

Institute of Human Rights and Humanitarian Law :

2B, Railway Close, Behind NITEL Garrison.  
P. O Box 2292, Port Harcourt, Nigéria

**Fax:** 234 084 231716 (cette ligne peut se révéler difficile à obtenir)

**Courriers électroniques :** [ihrhl@ihrhl.org](mailto:ihrhl@ihrhl.org)

ainsi qu'aux représentants diplomatiques du Nigéria dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.** APRÈS LE 18 AVRIL 2007, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

---

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.  
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*